

## Les chimères totalitaires de la transition écologique pour « sauver la planète »



[Publication initiale : profession-gendarme.com]

Par le Dr Gérard Delépine

Depuis près de 20 ans nous sommes submergés par une propagande écologique qui prétend que la planète serait en danger à cause des émissions de CO<sub>2</sub> et que nous, français, pourrions la sauver en acceptant toutes sortes de restrictions de nos libertés fondamentales dans notre vie quotidienne. Il s'agit d'une chimère totalitaire au service de lobbies financiers motivés par la volonté d'augmenter leurs bénéfices et d'instaurer une société de contrôle à la chinoise.

[Voir aussi :  
Sauver la planète ?]

### La planète ne risque rien de l'Homme, mais l'Humanité peut craindre beaucoup des écologistes

Quoique nous fassions la planète nous survivra plusieurs milliards d'années. Ce n'est pas l'Humanité qui menace l'existence de la terre, mais seulement l'évolution du soleil qui l'absorbera lorsqu'il se transformera en géante rouge (dans environ 5 milliards d'années). Même si la folie de certains de nos dirigeants aboutissait à une guerre nucléaire massive, détruisant toute vie humaine, la planète Terre ne serait pas menacée. La vie végétale et certaines espèces animales survivraient comme lors des cataclysmes précédents dont le plus célèbre a entraîné la disparition des dinosaures. Prétendre que l'existence de la planète Terre serait mise en danger par l'activité humaine ne constitue qu'un énorme mensonge, dont seule la répétition permanente dans tous les médias depuis de nombreuses années, confère un semblant de vraisemblance.

Cette propagande écologique massive constitue en réalité le moyen de faire accepter aux crédules des restrictions absurdes de nos libertés

fondamentales, comme l'a été, en son temps, la peur du covid, et de nous forcer à réaliser des dépenses très discutables (subventions pour éoliennes, achat de voiture électrique, travaux d'isolation et de transformation de nos chauffages, destruction de l'agriculture à taille humaine au profit de l'agroalimentaire industriel, etc.) pour le bénéfice des lobbys qui les soutiennent.

## La destruction de notre qualité de vie ne peut pas diminuer les émissions mondiales de CO2 !

La France émet moins de 1 % du CO2 mondial. Ni la Chine, ni l'Inde, ni les pays pauvres ne veulent réellement réduire leurs émissions, préférant améliorer la vie de leur population que de faire plaisir au GIEC, comme le démontre l'absence d'objectif chiffré et de date de sortie du pétrole dans le récent accord de la COP 28 à Dubaï. Le Global Carbon Project présenté à la COP28 de Dubaï constate d'ailleurs une fois de plus son échec *«les émissions de dioxyde de carbone dans le monde ont encore augmenté cette année... avec une hausse de 1,1 % par rapport à 2022, et de 1,4 % par rapport à 2019<sup>1</sup>... en particulier en Chine et en Inde »*. Et comme la France ne compte qu'un peu plus de 67 millions d'habitants et les autres des milliards, les émissions continueront d'augmenter, quels que soient nos efforts.

Tout ce que les écologistes et notre gouvernement imposent à la population n'aura donc strictement aucun impact positif sur la situation mondiale. En revanche les contraintes de moindre émission entraînent la destruction de notre industrie et de notre agriculture qui imposent des importations d'autres continents, aggravent la déforestation et la pollution par le transport maritime responsable à lui seul de 3 fois plus d'émissions carbone que notre pays. Les mesures contraignantes dont nous souffrons ne constituent en réalité qu'une exportation de la pollution, et globalement l'aggravent au niveau mondial. Nos efforts peuvent être vertueux et exemplaires, ils seront totalement inefficaces, voire contre-productifs au niveau planétaire. S'ils se soumettent aux diktats écologiques, les Français ne sauveront pas la planète, mais vivront de plus en plus mal.

## La voiture électrique n'est ni propre ni durable, et son obligation socialement discriminatoire

La motorisation électrique des voitures exige des batteries de plus en plus nombreuses, puissantes et lourdes utilisant beaucoup de métaux rares (comme le cobalt), souvent extraits par des enfants et raffinés à l'aide d'énergies fossiles polluantes. Leur recyclage est difficile et actuellement très polluant. De plus, la fabrication des voitures électriques émet aussi beaucoup de CO2. Si l'on tient compte de l'ensemble du cycle de vie (de la fabrication au traitement des voitures en fin de vie), la comparaison des émissions de CO2 des voitures électriques et thermiques donne des résultats variables selon les études, et un scénario de l'ADEME donne même l'avantage à la voiture thermique<sup>2</sup>.

Le Jury de Déontologie Publicitaire a conclu que la voiture électrique ne peut pas être considérée comme « écologique »<sup>3</sup> ou « propre »<sup>4</sup> et le réseau Sortir du nucléaire<sup>5 6</sup> estime que ce qu'il appelle « automobile » ne peut être considéré comme durable.

La circulation des voitures électriques est moins bruyante et moins polluante que ses homologues thermiques, mais pose aussi le problème non résolu de la concomitance des recharges lors du retour au domicile après le travail et de la nécessaire adaptation de la production et du réseau de distribution électrique. Si l'objectif de 75 % des véhicules électrifiés était réalisé, leur recharge en même temps, vers 19 heures, nécessiterait une puissance supplémentaire de 90 GW, soit presque le double de la demande de pointe actuelle !

Les mesures de promotion de la voiture électrique, extrêmement coûteuses pour nos impôts, ont été décidées avec une pseudo-justification climatique sans bilan carbone global objectif. Les politiques l'utilisent pour attirer les votes de la partie de la population trompée par la propagande écologique permanente, comme en leur temps celle pour les pseudo vaccins covid présentés comme sûrs et efficaces. D'ailleurs de nombreux pays voisins ont décidé d'arrêter cette incitation trop coûteuse d'intérêt trop incertain.

Mais leur prix toujours trop élevé, leur autonomie réduite, le trop long temps nécessaire pour recharger le véhicule et l'instauration de taxes sur les véhicules électriques comme en Australie, en Norvège, au Danemark, et bientôt en Suisse et en Belgique, freinent dès maintenant les ventes<sup>7</sup>. Actuellement seulement 9 % des Français interrogés choisiraient une voiture électrique comme prochain véhicule<sup>8 9</sup> et cette petite minorité se caractérise par son statut de citoyen socialement privilégié.

L'interdiction des voitures thermiques décrétée par les verts se heurte progressivement au réel. Les sénateurs s'inquiètent des conséquences sociologiques sur les classes moyennes menacées par le blocage des salaires et l'inflation<sup>10</sup>, et de nombreuses villes comme Marseille<sup>11</sup> ou Paris<sup>12</sup> doivent retarder leurs politiques de circulation discriminatoire envers les pauvres.

## Les mesures écologiques aggravent dramatiquement la crise du logement

La crise du logement témoigne de l'augmentation des demandes et de l'effondrement de l'offre avec actuellement plus de 2,6 millions de ménages en attente de logements sociaux.<sup>13</sup> Cette crise est en grande partie la conséquence des mesures voulues par les écologistes.

Les écologistes ont constamment favorisé et défendu l'immigration qui accroît les besoins de logements bon marché. Comme la natalité des Français de souche n'assure plus le renouvellement de la population autochtone, l'accroissement annuel de la population métropolitaine par environ 200000 migrants, constitue en effet le principal responsable de l'augmentation de la demande de

logement.

Les interdictions écologiques réduisent dramatiquement l'offre de logements bon marché. L'interdiction de louer les logements énergivores, décidée par la loi Climat et résilience promulguée le 22 août 2021 interdit, à terme, la location de plus de 5,2 millions de logements classés F ou G au diagnostic de performances énergétiques dont tous les spécialistes<sup>14 15</sup>, y compris les ministres<sup>3</sup>

Bruno Lemaire<sup>16</sup> et Christophe Béchu reconnaissent l'absence de fiabilité<sup>17</sup> et ce dernier vient, le 31/1/24, d'annoncer sa refonte prochaine.

Cette interdiction visant à obliger les propriétaires à réaliser des travaux très coûteux pour des résultats énergétiques incertains, a été suivie par le retrait de la location de la grande majorité des 500000 logements classés G. Et si dans quelques années on persiste dans cette folie, c'est plus de 4 millions supplémentaires de logements qui seront interdits à la location. Cette politique écologique, purement punitive, multiplie les taxes et les interdictions et n'en prévoit jamais les conséquences souvent contraires aux objectifs affichés. Les mesures écologiques augmentant sensiblement les coûts de construction et d'entretien découragent les éventuels investisseurs privés.

Pour diminuer la crise, il faut inciter les investisseurs potentiels à préférer l'immobilier locatif aux placements boursiers alors que l'augmentation des coûts de la construction, de la fiscalité sur le bâti, le blocage des loyers, l'interdiction de louer les logements mal isolés et l'exigence de travaux très coûteux concourent à les décourager.

Vouloir fournir des logements bien isolés à des prix abordables est une excellente intention, mais tarir l'investissement privé par un ensemble de mesures qui pénalisent les propriétaires et retirer du marché plusieurs centaines de milliers de logements bon marché aboutit à priver de logements ceux qu'il faut protéger. L'effondrement de l'offre de logements locatifs est la conséquence directe d'une politique guidée par l'idéologie écologique. Mais peut-être que certains écologistes extrémistes veulent multiplier le nombre de SDF, car leur bilan carbone est excellent...

Croire que ces mesures coercitives sur les logements en France pourraient améliorer la situation climatique mondiale est totalement utopique. La France émet moins de 1 % des émissions mondiales de gaz carbonique dont 19 % attribués aux logements (soit 0,0019 du total mondial) et comme l'isolement des logements n'est pas forcément suivi de la baisse de consommation des énergies de chauffage<sup>18</sup>, ces mesures coûteuses ne pourront jamais obtenir le moindre effet mesurable au niveau mondial.

Au total, la crise du logement dont souffrent trop de jeunes Français dans les zones en tension n'est pas due aux locations temporaires ou aux résidences secondaires comme les médias le prétendent trop complaisamment, mais au dogmatisme écologique qui ignore le réel, augmente la demande en

facilitant l'immigration et diminue l'offre en décourageant les investisseurs privés et en empêchant la location de nombreux petits logements. Si les politiques actuelles d'immigration et de fiscalité immobilière et du DPE ne changent pas fortement, la crise du logement va continuer à s'aggraver.

## Les éoliennes, scandale financier et désastre écologique<sup>19</sup>

malheureusement promu par les pouvoirs publics qui multiplient les avantages en faveur des promoteurs : garantie des recettes sur 15 ans, priorité d'accès au réseau électrique, difficultés accrues des recours des citoyens, impuissance des préfets et des élus pour en interdire les implantations dommageables.

Scandale financier : en 9 ans les taxes sur notre facture d'électricité doivent financer 41 milliards d'euros pour les éoliennes. L'opérateur national EDF est contraint par la loi de racheter pendant 15 ans aux propriétaires 91 euros le kWh le courant produit par leurs éoliennes, soit près de 3 fois le coût marginal du kWh produit par les centrales nucléaires (33 euros le kWh) et ce sont les abonnés qui paient les dividendes des actionnaires des parcs éoliens. Cette filière ne crée que très peu d'emplois en France, car tous les éléments de ces engins métalliques sont fabriqués à l'étranger, ce qui de plus nous rend dépendants.

Scandale écologique : la dévastation de nos paysages – ces engins métalliques qui peuvent atteindre désormais 200 m de hauteur nécessitent environ 2 500 m<sup>3</sup> de béton – suscite auprès des populations un rejet croissant et plus de 2000 associations se sont créées pour les combattre ! Dans un rayon de quelques kilomètres d'éoliennes, les habitations perdent entre 30 et 40 % de leur valeur. Ces éoliennes constituent un danger pour les chauves-souris et les oiseaux. La Ligue pour la protection des oiseaux, selon une étude publiée en 2017, estime que chaque éolienne tue en moyenne sept oiseaux par an. Leur démantèlement dont le prix est estimé à 450 000 euros risque de coûter cher aux communes dans 15 ou 20 ans, quand les promoteurs auront disparu.

En mer, la construction, le raccordement et l'exploitation de parcs éoliens représentent une menace pour les mammifères marins, les oiseaux et les communautés du fond marin. Pour fixer l'éolienne dans le sol océanique, on utilise dans la très grande majorité des cas (>80 %) un énorme pieu de 500 à 1000 tonnes d'acier enfoncé dans le sol marin pour résister aux courants et aux vents. Il faut ensuite installer des liaisons électriques sous-marines pour ramener l'énergie produite au poste de raccordement installé sur terre, ainsi qu'une base logistique, une infrastructure marine et terrestre qui bouleversent les milieux naturels à long terme. Le bruit des travaux et du fonctionnement des pales menace les baleines, dauphins et phoques, mais aussi les poissons.

En 2022, en France l'éolien a fourni 38 Terawattheures (TWH) soit 8 % de la consommation électrique (445TWH) et 2,5 % de la consommation totale d'énergie (1532TWH).

« La Ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili prétend que la majorité des français est en faveur des éoliennes. La vérité est que la majorité des Français ne dispose pas des informations pour se faire un avis éclairé sur le sujet » déclare Lamya Essemlali, Présidente de Sea Shepherd France. «Sacrifier la biodiversité marine, notre meilleure alliée contre le changement climatique au prétexte de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre est un non-sens total ».

## Les obligations écologiques tuent l'agriculture française

Les manifestations récentes des paysans et les informations diffusées à cette occasion montre jusqu'à quel point la folie écologiste peut aller.

Multiplication sans fin des normes : code rural, code de l'urbanisme, code de l'environnement, code du patrimoine, code de la santé publique, arrêtés locaux ou encore règles liées aux aides européennes de la Politique agricole commune (PAC) régissent l'entretien ou l'abattage des haies : 14 normes pour tailler une haie.

Exigences bureaucratiques de plus en plus chronophages. Pour obtenir le permis d'abattage d'un arbre, il faut généralement fournir : une copie de l'acte ou titre de propriété, des indications sur l'essence, la taille et l'âge de l'arbre, sa hauteur ainsi que la circonférence du tronc, un plan d'implantation des arbres à abattre avec photos datées et signées, la localisation des arbres ou de l'arbre sur un plan, des prises de vue d'ensemble de loin et des photos montrant les éventuels détails de l'arbre si nécessaire et un descriptif sur la santé générale de l'arbre à abattre... La vie d'agriculteur français comporte neuf à dix heures passées chaque semaine à gérer la paperasse administrative.

Multiplication incessante des contrôles parfois agressifs : contrairement à beaucoup de policiers municipaux qui ne sont pas armés, les 1 700 inspecteurs de l'Office français de la biodiversité (la police de l'environnement) créée en 2021 font leur contrôle avec un gros pistolet à la ceinture. Souvent peu informés de la réalité du terrain, sur dénonciation du voisinage ou de façon inopinée, ils n'hésitent pas à engager des poursuites au moindre écart : taille de haies à la mauvaise saison, destruction involontaire d'un abri de castor, tout peut devenir un motif de sanctions<sup>20</sup> prononcées parfois à l'issue d'une enquête militante, soumise à des procureurs ignorants, s'appuyant au besoin sur de faux rapports d'expertise. Ainsi, en avril 2021, selon Le Point<sup>21</sup>, un pomiculteur grenoblois s'était vu accusé de pulvériser massivement un pesticide dangereux et d'avoir tué des insectes. Après le passage en garde à vue, une unique photographie et l'expertise étaient venues confirmer les accusations des agents de l'OFB. Mais cette expertise réputée objective était, en réalité, menée par un vétérinaire idéologue écologiste qui ne s'était même pas rendu sur les lieux. L'agriculteur s'était retrouvé condamné à 50.000 euros d'amende !

Chaque jour, des agriculteurs endettés et surcontrôlés qui croulent sous les normes et les formulaires se donnent la mort (529 en 2016). Chaque année, des centaines d'exploitations mettent la clef sous la porte faute de moyens et de reconnaissance. La folie écologiste organise la mort de l'agriculture paysanne pour laisser le marché aux géants mondiaux de l'industrie agroalimentaire.

Les protestations des agriculteurs et la menace d'une déroute des partis verts aux européennes proches ont contraint l'UE à réduire l'objectif de réduction des émissions agricoles de l'initiative « Net Zéro<sup>22</sup> », de supprimer la demande de réduction de près d'un tiers des émissions d'azote, de méthane liées à l'agriculture, celle de réduire de moitié l'utilisation des pesticides et la recommandation invitant à manger moins de viande... La lutte paye !

La population de l'UE réalise peu à peu que la propagande de l'écolo-anxiété et le totalitarisme vert sont des outils de manipulation et de coercition, des prétextes pour réduire les droits et les libertés, bien plus que de réduire les pollutions<sup>23</sup>. D'ailleurs depuis le début du siècle, les plus de 6000 milliards de dollars consacrés à cette politique ont été inefficaces, puisque les émissions de CO2 ont augmenté de 50 % durant cette période pour une augmentation de température moyenne de 0,15° <sup>24</sup>.

Certains partis politiques se rendent compte de l'inutilité et du coût extravagants des programmes de décarbonation. En Grande-Bretagne<sup>25</sup>, à quelques mois des prochaines élections, les travaillistes abandonnent les dépenses en faveur du climat et le Premier ministre conservateur Rishi Sunak a supprimé le bonus à l'achat des véhicules électriques et a abandonné une taxe sur les chaudières à gaz.

En France, les annonces gouvernementales récentes sur la refonte du DPE, la fin programmée des incitations financières pour les voitures électriques et le recul des dates de mise en place des zones à faible émission témoignent de la prise de conscience de l'impopularité, des coûts monstrueux et de l'inutilité de ces mesures sur le climat de la planète.

Les chimères écologiques liberticides nous ont déjà trop coûté sans réel bénéfice mesurable. L'écologie oui, mais raisonnable et purement incitative, basée sur le respect des citoyens, de leur intelligence et de leurs droits fondamentaux.

Rappelons de surcroît que le rôle de l'Homme dans le discret réchauffement climatique est incertain, et que le CO2 est indispensable à la vie végétale, base de la vie sur terre, comme nous l'avons développé ailleurs.

Nos libertés sont plus importantes et plus bénéfiques que des interdictions basées sur des simulations biaisées destinées, comme au temps du covid, à créer la peur pour permettre à certains d'augmenter colossalement leurs bénéfices.

---

1

[https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/12/05/emissions-de-co-l-europe-bo-n-eleve-dans-un-monde-toujours-aussi-dependant-aux-fossiles\\_6203891\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/12/05/emissions-de-co-l-europe-bo-n-eleve-dans-un-monde-toujours-aussi-dependant-aux-fossiles_6203891_3244.html)

2 ADEME, 2013, « Élaboration selon les principes des ACV des bilans énergétiques, des émissions de gaz à effet de serre et des autres impacts environnementaux induits par l'ensemble des filières de véhicules électriques et de véhicules thermiques, VP de segment B (citadine polyvalente) et VUL à l'horizon 2012 et 2020 ».

3 Dans sonavis 761/21, le Jury a estimé que la publicité pour un véhicule, même électrique, ne peut se prévaloir de l'absence d'émission de CO<sub>2</sub>, notamment au regard de la totalité du cycle de vie du véhicule

4 <https://blog.gossement-avocats.com/blog/environnement/allegations-environnementales-le-jury-de-deontologie-publicitaire-publie-quatre-nouveaux-avis-dates-du-6-septembre-2021>

5 <https://www.sortirdunucleaire.org/La-voiture-electrique-l-atomobile>

6

<https://www.automobile-propre.com/voiture-electrique-nucleaire-indissociables/>

7 <https://www.autoplus.fr/environnement/ventes-voitures-electriques-ralentissent-europe-1291813.html>

8 <https://www.msn.com/fr-fr/finance/other/la-voiture-%C3%A9lectrique-toujours-plus-impopulaire-les-fran%C3%A7ais-s-opposent-au-gouvernement/ar-BB1hXKIJ?cvid=3a21bc2a9e8849f4f03e06791b820baf&ocid=winp2fptaskbar&ei=11>

9 <https://www.msn.com/fr-fr/actualite/france/voitures-%C3%A9lectriques-les-intentions-d-achat-ne-progressent-plus-selon-une-%C3%A9tude/ar-BB1h0CAz?cvid=58888cd65a4e41678e141c1265accb0f&ocid=winp2fptaskbar&ei=14>

10 Report des ZFE à 2030 : coup de tonnerre au Sénat  
<https://www.roadstr.fr/articles/article-report-zfe>

11 <https://marsactu.fr/bref/martine-vassal-nelargira-pas-la-zone-a-faibles-emissions-en-2025/>

12

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/paris/grand-paris/zone-a-faibles-emissions-un-report-de-l-interdiction-des-vehicules-crit-air3-demande-par-valerie-pecresse-2743434.html>

13 « On travaille, on cotise et on dort dans la rue »

[https://www.alternatives-economiques.fr/on-travaille-on-cotise-on-dort-rue/00109651?utm\\_source=emailing&utm\\_medium=email&utm\\_content=12022024&utm\\_campaign=quotidien](https://www.alternatives-economiques.fr/on-travaille-on-cotise-on-dort-rue/00109651?utm_source=emailing&utm_medium=email&utm_content=12022024&utm_campaign=quotidien)

14

[https://cdn.hellowatt.fr/media/model\\_files/Validation\\_des\\_DPE\\_via\\_la\\_consommation\\_mesuree\\_par\\_les\\_compteurs\\_connectes.pdf](https://cdn.hellowatt.fr/media/model_files/Validation_des_DPE_via_la_consommation_mesuree_par_les_compteurs_connectes.pdf)

15 71 % des DPE ne correspondent pas à la consommation mesurée par Linky

<https://www.hellowatt.fr/renovation/diagnostic-performance-energetique/fiabilite>

16 « *Changeons le diagnostic énergétique puisque visiblement, ce n'est pas le bon indicateur* », a-t-il déclaré sur Sud Radio

<https://www.sudradio.fr/emission/le-petit-dejeuner-politique-sudradio-60>

17 le DPE modélise mal la relation entre surface et besoin thermique des grands logements, et ignore le comportement des ménages car dans une grande surface, on ne chauffe habituellement que les pièces à vivre.

18 Un ménage qui habite dans un logement performant va avoir tendance à consommer plus d'énergie que ce qui est prédit par le DPE. Ce qui peut rogner, voire annuler le gain de performance énergétique.

[https://immobilier.lefigaro.fr/article/fiabilite-du-dpe-pourquoi-les-menages-sont-aussi-fautifs\\_f1907cb8-af99-11ee-82dc-a2ed717d9a3e/](https://immobilier.lefigaro.fr/article/fiabilite-du-dpe-pourquoi-les-menages-sont-aussi-fautifs_f1907cb8-af99-11ee-82dc-a2ed717d9a3e/)

19

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/les-eoliennes-sont-un-scandale-environnemental-stupefiant-20201116>

20 De La Chesnais – Quand la police de l'environnement pousse à bout les agriculteurs Le Figaro 18/01/2023

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/quand-la-police-de-l-environnement-pousse-a-bout-les-agriculteurs-20230118>

21 Comment l'Office français de la biodiversité instrumentalise la justice

[https://www.lepoint.fr/societe/comment-l-office-francais-de-la-biodiversite-instrumentalise-la-justice-03-04-2022-2470724\\_23.php?utm\\_medium=Social&utm\\_source=Twitter&Echobox=1648986013#xtor=CS1-32-%5BEchobox%5D](https://www.lepoint.fr/societe/comment-l-office-francais-de-la-biodiversite-instrumentalise-la-justice-03-04-2022-2470724_23.php?utm_medium=Social&utm_source=Twitter&Echobox=1648986013#xtor=CS1-32-%5BEchobox%5D)

22 <https://www.telegraph.co.uk/world-news/2024/02/06/victory-europe-protesting-farmers-brussels-eu-back-down/>

23

<https://olivierdemeulenaere.wordpress.com/2023/08/25/le-zero-net-promu-par-bill-gates-est-une-escroquerie-qui-ne-sauvera-pas-la-planete-mais-permettra-a-loligarchie-financiere-de-sen-emparer/>

24 RSS 2002; data set tlt\_land\_and\_ocean with 2009 updates

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Registre\\_de\\_temp%C3%A9rature#/media/Fichier:Satellite\\_Temperatures.png](https://fr.wikipedia.org/wiki/Registre_de_temp%C3%A9rature#/media/Fichier:Satellite_Temperatures.png)

25 Les travaillistes britanniques abandonnent les dépenses en faveur du climat

[https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/08/au-royaume-uni-le-labour-privilegie-l-orthodoxie-budgetaire-au-detriments-de-l-ambition-ecologique\\_6215499\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/08/au-royaume-uni-le-labour-privilegie-l-orthodoxie-budgetaire-au-detriments-de-l-ambition-ecologique_6215499_3210.html)